

Le mois

le mois

LAREVUENOUVELLE - OCTOBRE 2013

Syrie : extension du domaine de la barbarie

PIERRE COOPMAN

Il peut s'avérer ennuyeux, pontifiant, voire désespérant, de devoir répéter sans cesse que *L'État de barbarie* de Michel Seurat est un ouvrage séminal. Nous aurions préféré développer notre propos à partir du livre intitulé *La Syrie au présent*, paru en 2007, qui s'attachait à « laisser l'analyse politique pour la fin, parce qu'il aurait été dommage qu'elle impose d'emblée l'ombre du pouvoir à une société qui en est à la fois gorgée et lassée¹ ». Malheureusement, la famille Assad et ses partisans ont redoublé d'ardeur, depuis deux ans, pour que les lignes qui suivent, écrites par Seurat vers 1983, paraissent actuelles² : « [...] la nation est désormais au bout du kalachnikov. Et dans un éditorial du quotidien syrien *Teshrîn* (1^{er} juillet 1980), Rif'at Al-Assad peut se déclarer prêt à sacrifier un million de citoyens pour sauver la "révolution". La suite des événements a montré qu'il sait tenir parole. Le plus tragique, peut-être, est qu'il se trouve toujours des bonnes âmes en Occident pour juger le drame inévitable [...] »

Trois décennies plus tard, au fil de la crise devenue guerre civile, le régime syrien a-t-il acquis la capacité d'appliquer cette politique de la peur, théorisée par Seurat, sur la scène mondiale ? Assistons-nous, pour paraphraser

le titre d'un roman célèbre, à « une extension du domaine de la barbarie » ? Bachar Al-Assad et les siens, protégés par le « dôme de l'obstination » nommé Vladimir Poutine, sont passés maîtres dans la dissuasion massive à l'échelle internationale. Les démocraties occidentales sont tétanisées par la crainte de l'engrenage infernal. Comme en 1980, elles en sont encore en partie à « juger le drame inévitable ». Les sceptiques enjoignent aux États-Unis et à la France de prouver que leur expédition « punitive et limitée dans le temps » soit autre chose qu'une simple fuite en avant. « Bref, on y verrait plus clair si les partisans de l'intervention jouaient cartes sur table et nous livraient le scénario complet : que se passera-t-il le jour d'après ? », écrit un blogueur belge très populaire³. La montée vers la guerre confrontant plusieurs puissances mondiales ne paraît plus un scénario loufoque, Damas l'appelle même de ses vœux⁴ : frappes en Syrie, réplique russe, escalade du Hezbollah soutenu par l'Iran, déflagration régionale, Israël sur tous les fronts, implication de la Chine, etc. Autant de périls ne peuvent se juguler qu'au prix d'un « drame inévitable », peut-être faudra-t-il se résoudre « à sacrifier un million de Syriens ». On aimerait intervenir pour vous sauver, mais vous sauvera-t-on vraiment ? « Je vous offrirais bien un parachute si j'étais sûr qu'il ne s'ouvre pas », ironisait en son temps Groucho Marx.

1 *La Syrie au présent, reflets d'une société*, Actes Sud, 2007, p. 34.

2 *L'État de barbarie*, réédition 2012, PUF, p. 111.

3 « Syrie, le jour d'après » sur le blog de H. Goldman.

4 La Syrie ne cèdera pas « même s'il y a une troisième guerre », *Le Soir*, 4 septembre 2013.

Présageant l'aboutissement de l'accord (finalisé le 14 septembre à Genève) entre la Russie et les États-Unis afin de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle, Baudouin Loos, du journal *Le Soir*, conclut d'ailleurs dès le 11 septembre que « Tout le monde, ou presque, est soulagé. Pourquoi "presque" ? Parce qu'il existe une catégorie de citoyens de ce bas monde qui ne sera pas rassurée du tout par l'annulation prévisible des frappes américaines : les Syriens qui meurent tous les jours sous les bombes de leur tyran⁵ ».

Bienvenue en enfer

L'enfer a-t-il élu durablement résidence au pays de Cham ? Le pouvoir n'a même plus besoin d'organiser la boucherie, il peut laisser les massacres suivre leur dynamique naturelle. Toutes les atrocités commises, également par les jihadistes (des vidéos horribles circulent sur les réseaux sociaux), quels qu'en soient les commanditaires, semblent servir *in fine* à aider le régime syrien à s'en sortir à plus ou moins bon compte. La stratégie de la provocation graduelle a été payante. Comme l'explique l'historien Jean-Pierre Filiu⁶, « l'essentiel n'est pas de ménager, au moins relativement, une population tenue pour quantité négligeable, mais de tester la passivité internationale à chaque degré de l'escalade contre cette population, évidemment accusée de n'être qu'un ramassis de "terroristes", de "djidhadistes" et d'"agents" du Mossad, de la CIA ou du Golfe⁷ ».

« Des Voltaire autoproclamés se draperont dans leur "liberté de pensée" pour dénier au peuple syrien jusqu'au droit de compter ses propres morts », conclut Filiu... Il faut accu-

ser Damas, Moscou et Pékin, mais est-ce suffisant ? La généalogie des responsabilités ne peut pas s'arrêter là. Les pompiers pyromanes sont appelés à la rescousse. Dans un scénario de sauvetage idéal, ils devraient intervenir en Syrie par un envoi massif d'aide humanitaire aux frontières, en soutenant la rébellion qui n'est pas encore tombée dans l'escarcelle des islamistes et en détruisant les avions et dépôts d'armes d'Assad. Le plan de mise sous tutelle des armes chimiques a montré que ce scénario relève pour l'instant de la fiction. À propos des « bonnes volontés occidentales », le politologue François Burgat écrit que « le paradoxe du soutien des Occidentaux à l'opposition syrienne est d'autant plus criant que celle-ci n'en a vu pour l'heure que les épines : contrairement à l'effort russe, iranien ou libanais, efficacement concentré sur le maintien de l'écrasante supériorité militaire du régime, l'appui occidental à l'opposition syrienne est plus verbal qu'effectif. Jalonné d'une longue série d'atermolements, fait de promesses incertaines soumises à des exigences irréalistes (Êtes-vous vraiment tous laïques ?), il est demeuré ainsi jusqu'à ce jour plus proche du baiser de la mort que de la main salvatrice⁸ ».

La justice, question absente

Revenons un instant sur cette phrase inélégante à haut potentiel polémique : « La généalogie de la responsabilité ne peut s'arrêter là. » L'éditorialiste américano-libanais Michael Young, dans un article du *Daily Star*, s'est risqué à cet exercice périlleux qu'est la généalogie⁹.

Il commence par constater que dans les discussions à Washington quant aux tenants et aboutissants d'une frappe contre le régime syrien, les termes les plus utilisés sont *punition*

5 « Syrie: (presque) tout le monde est content », *Le Soir*, Baudouin Loos, 11 septembre 2013.

6 <http://blogs.rue89.com/jean-pierre-filiu/2013/08/25/syrie-lextermination-chimique-que-prepare-bachar-el-assad-230973>.

7 « Syrie: l'extermination chimique que prépare Bachar el-Assad », <http://blogs.rue89.com/jean-pierre-filiu/>.

8 Sur la page Facebook de François Burgat, également publié en arabe, le 10 septembre, par le journal libanais *Al-Akhbar*.

9 « Expect more U.S. minimalism on Syria », Michael Young, *The Daily Star*, 29 août 2013.

et dissuasion d'utilisation d'armes chimiques. Mais jamais, regrette Michael Young, il n'est question de justice. « L'on aurait cru que cette question est naturelle quand il s'agit de discuter des conséquences d'un crime contre l'humanité [...], mais rendre la justice en Syrie signifierait que les États-Unis s'engagent bien au-delà de ce qu'ils sont disposés à faire [...] en cherchant à éviter une campagne [militaire] qui aurait des conséquences politiques en Syrie, Obama autorisera la suite du carnage dans le pays. Quand les représailles pour un crime terrible aident à commettre un crime plus grand encore, quelque chose ne tourne pas rond. »

Ensuite, bien qu'il soit généralement placé par ses opposants dans les « rangs des intellectuels pro-américains », Michael Young n'hésite pas à établir une généalogie de la responsabilité très lourde pour l'administration Obama. Celle-ci proclame qu'il faut négocier et qu'Assad doit quitter le pouvoir. Sur ces deux points, elle a raison, pense Michael Young, mais proclamer des évidences et ne rien faire pour les concrétiser est irresponsable « quand on est le président d'un pays qui a été le centre névralgique du système international après la Seconde Guerre mondiale ».

En attendant une véritable stratégie

L'éditorial de Michael Young est intéressant dans la mesure où il est un des rares textes, dans l'avalanche des opinions sur la guerre civile en Syrie, qui propose une stratégie politique intelligente de sortie de l'enfer, s'il n'est pas déjà trop tard. Terminons donc en traduisant ces propositions : « Si l'administration [US] veut des négociations, elle doit s'assurer que ceux qu'elle veut favoriser y aillent en position de force. Cela signifie trois choses : premièrement, insister, par l'entremise de ses alliés turcs, qataris et saoudiens, pour la création d'une opposition unifiée ayant un programme unifié, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Syrie. [...] Deuxièmement,

armer cette opposition avec les armes dont elle a vraiment besoin pour prendre des avantages décisifs sur le terrain, car rien n'affaiblira plus les jihadistes que les succès militaires de leurs rivaux au sein du mouvement rebelle. Troisièmement, les États-Unis doivent peser de tout leur poids politique sur les Saoudiens, les Qataris, et d'autres encore, pour qu'ils cessent tout financement, public et privé, des groupes les plus extrémistes. Au prix de sérieux efforts, l'influence américaine sera beaucoup plus décisive si l'administration Obama s'occupe réellement du dossier syrien et réussit à convaincre ses alliés qu'elle a un plan crédible [...] dans ce cas de figure, le soutien des Russes sera assuré. Les Russes observent les rapports de force et sont pragmatiques. Si ce rapport de force se retourne contre Assad, les Russes en tiendront compte. »

Mais est-il déjà trop tard ? Une seule certitude existe, elle a été exprimée par un intellectuel arabe, ce 6 septembre 2013, dans le journal *Libération* : « Une intervention pour sauver la face sera refusée par la majorité des Arabes¹⁰. » Dans la même veine, Nadim Shehadi, sur le site du Royal Institute of International Affairs, écrit que le pire pour la Syrie serait qu'elle subisse un épisode à l'irakienne : « Entre 1991 et 2003, on a délibérément laissé Saddam Hussein au pouvoir et le peuple irakien a été puni. La plupart des horreurs vécues après 2003 en Irak trouvent leurs racines dans cet épisode. Une absence de politique claire concernant la Syrie peut entraîner le même scénario désastreux, autant pour la Syrie que pour l'ensemble de la région¹¹. »

En attendant, il ne sera sans doute jamais trop tard pour oser critiquer les puristes institutionnels et leur signifier que le recours à la légalité internationale a aussi ses limites,

¹⁰ Entretien avec Salam Kawkibi, *Libération*, le 6 septembre 2013.

¹¹ Syria's Worst Nightmare: Iraq Post-1991 and We're Heading There, Monday 9 September 2013, by Nadim Shehadi, www.chathamhouse.org/

celles qui sont inhérentes au fonctionnement d'un Conseil de sécurité qui, en dépit des appels aux réformes indispensables, fait la part belle à des droits de véto d'un autre âge. Car, comme l'a affirmé dans une interview¹² récente Alastair Smith, co-auteur de *The Dictator's Handbook*, la leçon que les dirigeants autocratiques tirent de la manière dont Assad gère la guerre civile est la suivante : « Soyez brutaux. Utilisez tous les moyens à votre disposition pour trouver de l'argent, trouvez des alliés internationaux pour vous financer, et utilisez des techniques de répression brutales parce que cela va marcher. S'il n'avait pas été brutal, il ne serait plus là. » ■

8 septembre 2013
mis à jour le 15 septembre 2013

12 www.slate.fr/monde/77322/syrie-armes-chimiques-el-assad-strategie.

Plus de quinze années de « guerre » au Kivu : ça suffit !

JEAN-CLAUDE WILLAME

La communauté internationale ou plutôt les grandes ou moyennes « puissances » qui parlent en son nom ont été paralysées par la barbarie d'un despote syrien et les doutes légitimes et compréhensibles sur l'action de ceux qui veulent y mettre fin. Dont acte. Ces mêmes puissances ont été et sont hésitantes face au choix qu'elles perçoivent devoir faire entre la peste et le choléra dans un autre pays du Moyen-Orient, l'Égypte. Dont acte encore. Dans les deux cas, les opinions ont été profondément divisées et les réseaux sociaux se sont déchainés sur le qui, sur le quoi et sur le comment.

Dans l'est de la République « démocratique » du Congo, il ne s'agit ni de choix entre peste et choléra, ni de la barbarie d'un tyran, mais bien d'indifférence et surtout d'inconscience et d'inconsistance de la part des institutions et des responsables chargés par un mandat international dument acté de maintenir la paix dans une région d'Afrique centrale où la pauvreté et l'exclusion font bon ménage avec un énorme potentiel de ressources naturelles convoitées par une large gamme d'acteurs, nationaux ou internationaux. Il s'agit aussi d'un « réseau d'élite » congolais soucieux avant tout d'accaparer le pouvoir et de le conserver par des stratégies de cooptation et de prébendes dans le contexte d'un système politique où la débrouillardise règne en maître depuis plus d'une décennie et a mis à mal l'État de droit comme l'État tout court.

Or donc, depuis 1999, l'ONU s'est vu investir d'une mission de pacification devant lui permettre de sécuriser les populations en mettant fin à la nuisance de groupes armés — plus d'une trentaine aujourd'hui — dont la plupart sont nés dans la foulée du génocide

rwandais de 1994. Après d'interminables palabres diplomatiques entre les États concernés dans la région (Rwanda, RDC, Ouganda), après de longues et difficiles négociations avec les chefs de petites et moyennes milices ainsi qu'avec les représentants de troupes mutinées, après des appels récurrents et gesticulatoires à la réforme d'un système de sécurité (RSS) totalement défaillant (soldats mal ou non payés, structure de commandant inexistante, équipement dérisoire, officiers corrompus, etc.), on a cru l'an dernier à une possible sortie du tunnel. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est décidé à mettre en place une brigade d'intervention composée de casques bleus sud-africains, tanzaniens et malawites et dotée d'un mandat clairement offensif lui permettant d'en finir avec les bandes armées avec ou sans l'appui de l'armée régulière. Cette résolution onusienne, qui n'était pas une primeur puisque, en 1960, une semblable résolution avait été prise pour mettre fin à la sécession katangaise, faisait suite au très humiliant abandon de la ville de Goma par les FARDC, trahis par leurs officiers, et les casques bleus de la Monusco en novembre 2012 face à une attaque de mutins congolais appuyés, en toute connaissance de cause, par des supplétifs du Rwanda voisin, comme cela fut certifié par plusieurs rapports d'un groupe d'experts indépendants des Nations unies.

« On va voir ce qu'on va voir »

« On allait donc voir ce qu'on allait voir. » Car jusqu'ici, les missions de maintien de la paix onusienne étaient gênées aux entournures par les réticences des pays contributeurs de troupe qui avaient le dernier mot sur la question de savoir si l'on ouvrait le feu ou pas et qui ne voyaient pas d'un bon œil le rapatriement de leurs hommes dans des cercueils. C'était bien entre leurs mains que se trouvait la clé des directives opérationnelles, et non pas entre celles du commandement onusien sur

place. Dans les deux provinces du Kivu, mais pas uniquement là, les contingents népalais, uruguayens, indiens, pakistanais et autres restèrent à quelques très rares exceptions l'arme au pied alors que groupes armés et soldats mutinés faisaient la pluie et le beau temps.

« On allait donc voir... » Mais chasser la diplomatie par la porte et elle revient vite par la fenêtre. Cette fenêtre avait été ouverte dans la capitale de l'Union africaine, Addis Abeba, où les représentants de pas moins de onze pays africains avaient apposé en février 2013 leur signature au bas d'un « accord-cadre » qui, dans la langue de bois usuelle, entendait mettre à nouveau tout le monde autour des tables : celle de Kampala qui rassemblait le gouvernement congolais et des représentants « politiques » de troupes mutinées du M23, celle de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) où se réunissaient onze autres pays dont trois, le Rwanda, la RDC et l'Ouganda, sont, depuis 2000, « parties prenantes » à la « guerre ». Or, alors que la brigade d'intervention se mettait lentement en place, les palabres de Kampala et de la CIRGL étaient totalement bloquées pour la première et secouées par les accusations que se lançaient Kigali et Kinshasa à propos de qui tirait sur qui pour la seconde. Qu'importe, le sacrosaint exercice diplomatique devait continuer au risque de retarder au maximum, voire de faire implorer, l'exercice militaire attendu.

Les diplomaties occidentales et la représentation du secrétaire général des Nations unies n'étaient pas en reste. Lorsque, au mois d'août 2013, des obus furent tirés sur la capitale du Nord Kivu — et même au Rwanda si l'on en croit le secrétaire général des Nations unies — à partir des positions des mutins du M23 autour de Goma et alors que la brigade d'intervention de la Monusco était à 80 % opérationnelle, on assista à un « tir groupé » des diplomates qui, condamnant unanimement des « actes inacceptables », voire un « crime de guerre », insistèrent lourdement

sur une « solution politique négociée ». « Le problème est d'abord congolais », « la brigade d'intervention n'est pas une solution miracle », déclara le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies qui, en visite sur le terrain des affrontements, était visiblement pris entre les impératifs de la diplomatie et le mandat offensif confié à la Monusco. De son côté, l'envoyée spéciale de l'ONU dans les Grands Lacs, l'ancienne Première ministre irlandaise Mary Robinson, embraya : « Il faut une solution négociée dans l'esprit et la lettre de l'accord-cadre d'Addis Abeba », tandis que les États-Unis et l'Union européenne plaidaient eux aussi en faveur d'une « solution politique ». Ceci dit, il y eut bien une action militaire concertée entre les FARDC et la brigade d'intervention pour répondre aux tirs d'obus sur Goma lancés à partir des positions du M23 qui se trouvaient à quelques kilomètres de la capitale du Nord Kivu. Mais il n'est pas dit que cette « offensive » soit le début de la fin.

Prendre le dossier par le bon bout

En fait, diplomates et politiques ont posé le problème en le prenant par le mauvais bout et en se trompant d'interlocuteurs. Indépendamment du jeu dangereux pratiqué par le voisin rwandais, dont il sera question plus loin, la « guerre » au Kivu est surtout le produit du génocide rwandais qui a fait déferler dans l'est du Congo des centaines de milliers de Hutu fuyant l'avancée du FPR de Paul Kagame. Cette « guerre » a aggravé et renforcé les tensions communautaires préexistantes entre communautés rwandophones et congolaises d'une région peuplée où les litiges fonciers étaient omniprésents, surtout depuis qu'un secteur minier artisanal s'était substitué au début des années 1980 à une industrie minière qui avait déserté la région. Ni le régime Mobutu, ni celui de Kabila père, ni celui de son fils, engoncés dans des problèmes de fin de règne ou soucieux d'asseoir leur pouvoir et celui de leur entourage dans le haut du haut, ne se sont inquiétés de prendre à bras-le-corps cette problématique par le bas. La « communauté internationale » s'est, quant à elle, laissée obnubiler par les prescrits de la bonne gouvernance au sommet et par la tenue d'élections conçues comme indicateur majeur de « bonne démocratie ».

C'est donc à une double stratégie qu'il convient de recourir pour tenter de mettre fin à une « guerre » qui dure depuis plus de quinze ans et a fait plusieurs centaines de milliers de victimes, sans compter les dizaines de milliers de femmes violées par ceux qui sont issus des forces de l'ordre ou de mutins et de groupes armés. D'une part, il y a la mise au pas de ces derniers acteurs. La décision de déployer une brigade d'intervention offensive et capable d'encadrer des forces armées « à la traîne » est à ce sujet une initiative qui va en principe dans la bonne direction : cette brigade doit de toute urgence, de préférence avec l'aide de bataillons congolais judicieusement choisis, remporter une bataille et faire

une véritable percée qui fera tache d'huile comme c'est le cas déjà dans certains coins du Nord Kivu. « Négocié » avec les chefs des bandes armées et de mutins est contre-productif : l'exercice a été tenté en 2009 et a largement échoué à l'époque car il n'existait pas de dissuasion crédible. Aujourd'hui, cette dissuasion existe potentiellement : on ose espérer que les Mary Robinson, John Kerry, Martin Kobler et autres Catherine Ashton retourneront sept fois leur langue avant de la torpiller.

D'autre part, le régime d'un Joseph Kabila mal réélu, qui mise sur le processus fastidieux de « concertations nationales » lesquelles visent à renforcer sa légitimité par un nouveau « Sun City » et sont une manière de s'évader des discussions avortées de Kampala, doit être mis sous pression pour qu'il opère, à défaut d'une implication personnelle, une « décentralisation » dans la gestion de la conflictualité locale, une décentralisation que son entourage et lui ont fait systématiquement trainer. Ça et là, des exercices de dialogue intercommunautaire se font jour et doivent être stimulés et pas seulement par la tenue prochaine d'élections locales qui n'ont jamais eu lieu. Mais la poursuite de ces exercices, il ne faut pas se le cacher, sera rendu très difficile par la tâche énorme de restructurer un tissu social local déchiré par les centaines de milliers de personnes déplacées et les dizaines de milliers de jeunes qui n'ont connu que les milices comme cadre de vie. Elle est pourtant indispensable.

Cette stratégie ne signifie pas que la diplomatie, aujourd'hui discréditée sur le terrain des conflits, n'ait plus de rôle à jouer. Elle doit toutefois se cantonner au rôle qui lui revient et cesser de verser dans l'angélisme. En l'occurrence, il s'agit pour elle de mettre fin aux ingérences flagrantes surtout du Rwanda voisin qui a pourtant été montré plusieurs fois du doigt par le groupe d'experts indépendants des Nations unies. Il est à cet égard tout à fait paradoxal que la teneur de ces rapports soit aujourd'hui de facto mise en cause par les velléités « négociatrices » des diplomates

onusiens ou autres dont les esprits se sont laissés trop longtemps « ramollir » par une idéologie anti-génocidaire qui sert de fonds de commerce à Kigali et par la « gouvernance autocratique » efficace d'un pays longtemps cité comme exemplaire par les chancelleries occidentales.

En attendant, la population de Goma exprime légitimement son ras-le-bol : quinze années de guerre... Ça suffit ! ■

Du pain, de l'instruction, la liberté. Une trilogie de la crise grecque, suite (et fin ?)

PAUL PALSTERMAN

Le soir du 31 décembre 2013, le commissaire Kostas Charitos, de la brigade des homicides de la sûreté de l'Attique, passe en famille le réveillon, autour de la traditionnelle galette de saint Basile. Ce réveillon n'est pas tout à fait comme les autres : la fin de l'année 2013 coïncide avec la fin de l'euro — ou du moins de la participation de la Grèce et des autres pays d'Europe du Sud à la monnaie « unique ». Les gens voient sans regret partir la monnaie qui a symbolisé leur humiliation face à l'Europe du Nord et éprouvent une certaine émotion mêlée de tendresse pour le retour de la drachme. Ce qui ne veut pas dire que leur situation économique va s'améliorer, loin de là. La « nouvelle » drachme s'échange au taux de 500 pour 1 euro, ce qui représente une dévaluation par rapport à sa valeur en 2003, et n'est que le prélude à d'autres dévaluations. Le billet de 1 000 drachmes, qui n'avait été supplanté qu'au cours des dernières années avant le passage à l'euro par un billet de 10 000 comme unité standard dans les distributeurs de billets, suffit désormais à peine à acheter un pain.

Après les réductions de traitements, d'allocations sociales et d'autres dépenses qui se sont succédé au cours des dernières années,

le gouvernement annonce la suspension de tous les paiements, y compris les traitements des fonctionnaires, pendant une durée d'au moins trois mois, avant de démissionner et de provoquer de nouvelles élections, ce qui retardera probablement le retour des paiements. Le commissaire lui-même se sent prêt à assumer trois mois sans traitement : la cuisine grecque, surtout réalisée par sa femme, se passe facilement de viande, et même de poisson frais ; la famille décide de faire table commune avec la fille du commissaire, jeune avocate débutante, et son gendre, médecin dans un hôpital public, et donc lui aussi privé de salaire ; il laisse sans trop de regret au garage la Seat avec direction assistée et GPS qu'il a achetée il y a quelques mois, à l'occasion du mariage de sa fille, pour remplacer sa bienaimée Mirafiori de trente ans, et se déplace désormais en transports en commun.

Mais ses adjoints ont plus de difficultés. L'un d'eux, ne pouvant payer la pension alimentaire de ses enfants, doit les envoyer chez ses parents, à la campagne, et les changer d'école. Un autre, ayant à charge ses vieux parents malades (et privés de pension), demande des aménagements d'horaire pour pouvoir assumer un deuxième emploi dans une société privée de gardiennage. Payés dans ce qui n'est désormais guère mieux qu'une roupie de sansonnet, les retraités fouillent les poubelles à la recherche de nourriture — spectacle déjà courant aujourd'hui dans les rues des villes, même si un trait d'humour noir veut qu'il se fasse de plus en plus rare, les familles consommant désormais ce que naguère elles jetaient, voire n'ayant elles-mêmes plus rien à consommer, et donc à jeter. Les ministres vivent terrés dans leur villa transformée en château fort, craignant s'ils mettent le nez dehors de se faire insulter, agresser, ou « enyaourter » (version grecque de l'entartage façon Gloupier).

C'est finalement les jeunes qui débutent dans la vie, autrement dit la génération de la fille du commissaire, qui doivent assumer le

marasme de la situation, et sont confrontés au choix : rester ou partir ? Renouer avec la tradition grecque de l'exil et de l'émigration, mise entre parenthèses le temps d'une génération, ou chercher à faire revivre la Grèce, en transformant sans doute certaines attitudes ? S'intégrer au système ? Essayer de le changer ? En fonction de quels principes ?

La fille du commissaire, justement, qui est avocate, a ouvert avec une amie psychologue un bureau de conseil pour personnes dépendantes à la drogue. Leur bureau est également le quartier général d'une radio diffusée par internet, qui s'appelle Radio Espoir. Elle diffuse des offres d'emploi traditionnelles, mais aussi et surtout des initiatives de toutes sortes, depuis l'agriculture biologique jusqu'au développement de l'énergie renouvelable, en passant par des asiles pour sans-abris et des initiatives sociales diverses. Elle prend la défense des immigrés contre les agressions des bandes d'extrême droite, et leurs animatrices prennent des leçons auprès d'un vieux résistant sur la façon de se protéger elles-mêmes des agressions.

C'est dans ce contexte qu'on trouve successivement trois cadavres assassinés par balle. Un entrepreneur du bâtiment, un professeur à la faculté de droit et un fonctionnaire de l'Office des bâtiments scolaires, par ailleurs membre des instances dirigeantes de la centrale syndicale du personnel des services publics. Lorsque la police procède aux premiers examens, un GSM placé dans une poche des vêtements du défunt se met à sonner ; ou plutôt, en guise de sonnerie, on entend un message enregistré, qui reproduit l'indicatif de la radio des étudiants qui, en 1973, occupaient l'École polytechnique d'Athènes, en résistance à la dictature des colonels, et leur slogan : « Du pain, de l'instruction, la liberté ». Le message ajoute, pour l'entrepreneur : « Du pain, nous n'en avons pas » ; pour le professeur : « De l'instruction, nous n'en avons pas » ; pour le fonctionnaire syndicaliste : « La liberté, nous ne la trouvons qu'à l'étranger ». Le point

commun des trois victimes ? Toutes trois ont participé à la résistance contre la dictature. Mais elles ont su monnayer cette participation : en se constituant un carnet d'adresses qui lui permet d'obtenir des marchés publics juteux, pour l'entrepreneur ; en se construisant une belle carrière académique, pour le professeur ; et pour la troisième victime, en obtenant une place élevée dans l'administration tout en faisant carrière dans le syndicat. Il apparaîtra dans la suite de l'enquête que le passé de résistant dont se gargarisaient les défunts était moins glorieux que l'image qu'ils essayaient d'en donner, et qu'en tout cas leur carrière d'entrepreneur, d'universitaire ou de fonctionnaire syndicaliste était bien étrangère aux idéaux qu'ils proclamaient.

Tel est le thème du troisième volet de la *Trilogie de la crise*, de l'écrivain grec Petros Markaris, dédié au cinéaste Theo Angelopoulos, disparu en 2012, dont l'auteur avait été un des scénaristes attitrés.

Avec ce dernier roman, qui se risque donc à une légère anticipation — on verra si elle se réalisera comme l'auteur l'annonce, se clôture donc ce que Petros Markaris a à nous dire sur la « crise ». Il confirme ce qu'on pouvait déjà dire sur la base des deux premiers, comme d'ailleurs de ses autres romans : contrairement à ce que l'on pourrait penser à partir de ses traductions françaises, Markaris n'est pas un auteur de polars ; ce n'est pas non plus un spécialiste de l'analyse politique ; c'est avant tout un moraliste.

Le plus grand étonnement, en lisant des livres qui s'affirment consacrés à la « crise », c'est la quasi-absence de l'Europe. Bien entendu, on entend parler de l'Europe, en particulier de la Troïka, mais à la façon dont on en entend parler à la télévision. Une force anonyme, plutôt hostile, et dont, en tout cas, personne n'attend des solutions.

Quelques « Européens » traversent le champ de vision du lecteur à travers celui du commissaire Charitos, antipathiques — comme

un cadre néerlandais de société de notation, dans le premier roman, intitulé « crédits en souffrance¹³ », ou sympathiques — comme, dans le troisième roman, un jeune informaticien allemand tombé amoureux de l'amie psychologue de la fille du commissaire, qui l'aide à construire la radio internet, et diffuse même des émissions en allemand, à destination du public allemand, « pour qu'il comprenne mieux la Grèce ». Mais le message commun aux trois romans est bel et bien que c'est sur lui-même que le pays doit compter pour s'en sortir, notamment en retrouvant le lien avec des valeurs dont l'affairisme des années 1980 et 1990, symbolisé par les trois membres assassinés de la « génération de la Polytechnique », l'avait éloigné.

Pour qui connaît et aime la Grèce, c'est peut-être l'aspect le plus désolant de la crise de confiance qui s'est installée entre ce pays et le reste de l'Europe. « Les Grecs » prennent parfois des libertés avec les règlements, depuis le code de la route jusqu'aux règlements d'urbanisme, sans oublier la fiscalité (encore que là, je ne vois pas bien qui pourrait leur en remonter dans ce domaine, à part peut-être, paraît-il, les Suédois; pas les Belges, en tout cas!). Mais ils sont dans l'ensemble, et sur les choses essentielles, d'une honnêteté scrupuleuse. Il est profondément injuste de les assimiler à des mafiosos, ou d'assimiler les petits passe-droits qui permettent à une société de fonctionner à de la corruption à grande échelle.

Bref, on ne peut que donner raison à l'auteur lorsqu'il laisse entendre que le pays, et notamment sa jeunesse, a de quoi se redresser sans attendre l'intervention d'un « deus ex machina », comme l'extraction du pétrole qui, paraît-il, git au fond de la mer Egée, ou de l'or que d'aucuns cherchent dans les montagnes (y compris celles de « mon » île, en Eubée).

Ce qui n'empêche que l'Europe aussi devrait se poser des questions sur la façon dont elle fonctionne. Et si l'auteur n'en parle guère dans ses romans, ce n'est pas faute pour lui d'avoir des idées sur la question. Les interviews qu'il a données à la presse confirment, s'il en était besoin, que l'Europe, à ses yeux, est moralement tout aussi malade que la Grèce.

Il s'agit bien d'une maladie morale, dans la mesure où aucune rationalité économique crédible ne justifie l'austérité dans laquelle se complaisent des gouvernements comme ceux des Pays-Bas, ou qu'on impose de façon inique aux pays du Sud. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'un sentiment morbide, d'essence quasi religieuse, qui veut la punition, voire la mort du pécheur. C'est à un sentiment de ce type qu'ont obéi, en tout cas du côté français et américain, les négociateurs du traité de Versailles, avec les résultats que l'on sait. Les économistes, affirment-ils, ont compris les leçons du passé, et de fait la grande majorité d'entre eux réprovoque la politique actuellement menée. Si tel est effectivement le cas, il est urgent d'élargir aux non-économistes les recyclages en histoire. ■

La Région de Bruxelles-Capitale reçoit son dictionnaire historique: une première!

GENEVÈVE WARLAND

Le *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles*, publié sous la direction de Serge Jaumain, professeur à l'université de Bruxelles, se présente comme un *novum* dans cette catégorie de publications historiques: il s'agit du premier spécimen pour la Région de Bruxelles-capitale¹⁴. Sa spécificité consiste à fournir des connaissances sur les noms propres bruxellois. Plus de 4 200 notices, rédigées par plus de 80 collaborateurs, choisis sur la base de leur expertise, portent sur des personnalités

13 Ou *Emprunts à la grecque*, selon la traduction française publiée...

14 S. Jaumain (dir.), *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles*, éd. Prosopeon, coll. « Dictionnaires », 2013.

(décédées), des institutions, des entreprises, des lieux, des rues, des œuvres. La finition est belle : le livre au format maniable de 17 x 24 centimètres et à la couverture cartonnée compte 896 pages et environ 100 reproductions pleine page en couleur de monuments et lieux évoquant la spécificité de Bruxelles. Vendu au prix de 40 euros, il s'agit d'une publication abordable.

D'emblée, je signalerais, à l'heure d'internet qui est souvent la première source d'information sur un sujet, le plaisir de parcourir les pages d'un livre offrant un ensemble de renseignements divers et pertinents. Le principe du dictionnaire muni de notices brèves laisse libre cours à la tendance au « papillonnage » correspondant à ce besoin de « surfer » en cliquant sur les hyperliens. Un tel travail scientifique procure surtout des savoirs contrôlés, lesquels ne se présentent toutefois pas comme absolus ni définitifs. Une des originalités ici est de se considérer comme un *work in progress* et de proposer un site internet : www.dictionnairedebruxelles.be. On y trouve la liste des références bibliographiques ; la possibilité y est aussi donnée de laisser un commentaire sur les notices ou d'envoyer un message aux collaborateurs. La présence de ce site (en construction) consiste à développer le dialogue entre la population bruxelloise, les acteurs de la société civile et les universitaires, à l'instar de la démarche entreprise par le Brussels Studies Institute.

À l'origine de cette belle œuvre de compilation et de synthèse se trouve la rencontre entre deux passionnés de la ville de Bruxelles, Serge Jaumain, professeur d'histoire contemporaine à l'ULB, spécialiste de l'histoire du patronat, de la grande distribution et des petits commerçants et copromoteur du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'histoire de Bruxelles, et Alain Deneef, consultant, fondateur et secrétaire général d'Aula Magna, un *think tank* bruxellois, et éditeur. L'équipe de rédaction est composée principalement d'universitaires affiliés à l'ULB ; le réseau des experts est,

quant à lui, plus large, mais il comporte, pour l'essentiel, des historiens francophones travaillant, pour la plupart, dans des universités, des institutions ou des associations culturelles de la Région bruxelloise.

Le classement des notices, qui rapproche les items concernant la même personne, renforce la lisibilité de l'ouvrage. Ainsi sous le nom « Erasme », on trouvera successivement : « Erasme, Didier ; Erasme, hôpital académique ; Erasme, maison d'Erasme, station de métro ». Le *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles* s'adresse, en effet, tant au citoyen intéressé par l'histoire de sa ville qu'au chercheur souhaitant y trouver une première orientation.

Comme indiqué en quatrième de couverture, il vise à apporter une réponse à une série de questions que l'on peut se poser en se promenant : « Quel est le personnage auquel l'on a dédié cette rue ? Quand cette section de métro a-t-elle vu le jour ? D'où vient la célébrité de ce restaurant ? Quel est le sculpteur de cette statue ? Quelles sont les origines de ma commune ? Quel est l'auteur de cette fameuse pièce bruxelloise ? Pourquoi et par qui ce parc fut-il établi ? »

Abordant des éléments du passé bruxellois aujourd'hui enfouis ou bien évoquant ceux encore présents à travers leur évolution, la démarche adoptée dans l'ouvrage associe la mémoire (comme appréhension vivante et subjective du passé) et l'histoire (comme rapport médiatisé et critique au passé). Une telle démarche réveille notre propre mémoire de lieux, de noms, associée à des souvenirs divers, ou bien elle l'ouvre à des endroits, bâtiments, personnages, qui nous étaient inconnus. La Mémé, El Kalima, Elzenhof, cela vous dit quelque chose ? Il s'agit respectivement d'une maison médicale créée par des étudiants de l'UCL en 1957, d'un centre de rencontres et de dialogues entre chrétiens et musulmans ouvert en 1978, d'un centre culturel flamand sis rue du Trône. À quels objets de

fabrication belge renvoient les noms de la famille Michiels ou d'Odou Warland? Si la première est associée au chocolat Côte d'or, le second l'est à la cigarette « Boule nationale » (1920). Qu'il est agréable de se voir expliquer la création et la signification sociale de lieux, pour partie encore existants, pour partie affectés à d'autres usages ou détruits : tels le café La Bécasse, la Librairie de Rome, la piscine Victor Boin, l'auditorium du passage 44 dans la première catégorie ; le cinéma Le Century, l'hôtel de Bellevue, La Bellone, la Maison du Peuple, dans la seconde.

Nombreuses sont les notices consacrées à des personnes, à des bâtiments, à des lieux évoquant les Bruxelles du XVIII^e au XXI^e siècle. À titre purement illustratif, je signalerai ici dans le domaine économique, la banque Degroof, le joailler-bijoutier De Greef, le magasin de linge de maison Hayoit, les opticiens Bodart ; dans le domaine artistique, le peintre et sculpteur Jacques de Lallaing, le sculpteur Julien Dillens ; dans le domaine politique, les Etienne, baron de Gerlache, Alexandre Jamar, Paul Janson, Louis Hap et de nombreux autres bourgmestres de Bruxelles et des communes de la Région. Les noms de résistants de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, dont le souvenir est maintenu à travers celui de rues ou de bâtiments, rappellent les souffrances individuelles (mais aussi collectives) endurées lors des guerres et l'héroïsme de quelques-uns : l'infirmière Edith Cavell, l'architecte Philippe Baucq, fusillés en 1915 ; la résistante Andrée De Jongh ou le peintre Marcel Hastir qui, pour la première, a survécu à la déportation et, pour le second, a caché des Juifs dans son atelier. Pour autant, les origines médiévales de la ville ne sont pas oubliées, non seulement par les édifices religieux ou les restes de la première enceinte, mais aussi par le rappel de certains noms comme celui de la famille d'Aa, seigneurs d'Anderlecht et fondateurs au XI^e siècle du chapitre des chanoines de l'église Saint-Pierre, aujourd'hui Collégiale Saints-Pierre-et-Guidon d'Anderlecht.

Comme on peut le constater, Bruxelles apparaît dans ses dimensions multiples : politiques, économiques, sociales, artistiques, religieuses. Tant d'entrées, et néanmoins on regrettera l'absence de diverses références, montrant, par là, combien une telle entreprise ne peut qu'être incomplète : en chacun, elle suscite des résonances confinant à un sentiment d'identification avec cette Région. Une notice aurait pu être consacrée, me semble-t-il, à la maison de rendez-vous Le Berger, dans la rue du même nom près de la porte de Namur, lieu coquin et mythique aux chambres toutes différentes et décorées en style art déco, resté intact depuis 1935, sauvé du pillage et de la démolition et restauré à l'identique en 2011 pour en faire un hôtel (ce dont témoigne une publication récente abondamment illustrée¹⁵). Si mention est faite de plusieurs journaux comme *De Brusselse Post*, *Brusselse Tijdingen*, *The Bulletin* s'adressant prioritairement à la communauté anglophone de Bruxelles, ou encore *L'Étoile belge*, *La Libre Belgique*, la *Revue générale* pour leur ancienneté, leur présence ou leur rôle dans la capitale, on regrettera l'absence de l'hebdomadaire *Pour*, issu de 1968 et très présent sur la scène médiatique dans les années 1970, dont la rédaction et l'imprimerie, rue de la Concorde à Ixelles, furent détruits en 1981 dans un incendie aux origines pas tout à fait éclaircies. L'indication de ces manques ne sert qu'à rehausser la qualité de l'ouvrage qui nous est proposé et à révéler combien le domaine historique reste soumis à des choix, des partis-pris, des processus identitaires, bref à des limites de toutes natures. Le site internet du *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles* est là pour nous aider à les reconnaître et à les surmonter. ■

15 Isabelle Léonard, Marie-Françoise Plissart, *Le Berger. Souvenirs d'une maison de rendez-vous*, Les impressions nouvelles, 2012.

